

BRÈVES ÉCONOMIQUES Nigeria & Ghana

Une publication du SER d'Abuja
Semaine du 26 mai 2025

Nous rappelons à notre très cher lectorat que le Service économique régional d'Abuja publie régulièrement sur l'actualité économique franco-nigériane et sur ses activités dans le pays à travers [sa page LinkedIn](#). Il en est de même pour le Service économique d'Accra, sur [LinkedIn](#).

LE CHIFFRE À RETENIR

50% à 75%

C'est la réduction des coûts de fret représentée par le corridor aérien entre le Nigeria et l'Afrique de l'est et australe dans le cadre de l'AfCFTA.

Nigeria :

À mi-mandat, le Président Tinubu souligne « des progrès indéniables » accomplis et réaffirme son programme de réformes ; Le gouvernement nigérian a soumis au Parlement son plan de financement pour 2025/26 ; L'Union européenne lance la plateforme EUNAP pour soutenir le secteur agro-industriel nigérian ; TotalEnergies cède à Shell sa participation dans un important champ pétrolier ; Le Nigeria a mobilisé 630 M USD pour l'exploration minière en 2025.

Ghana :

Le cedi ghanéen continue sa forte appréciation face au dollar américain et à l'euro ; La Banque du Ghana maintient son taux directeur à 28% et ajuste le cadre des réserves obligatoires.

À mi-mandat, le Président Tinubu souligne « des progrès indéniables » accomplis et réaffirme son programme de réformes

À l'occasion du deuxième anniversaire de son élection, [le Président Tinubu a prononcé un discours de mi-mandat, dressant un premier bilan des réformes mises en place depuis mai 2023.](#)

Il a notamment mis en avant deux réformes économiques majeures, le retrait des subventions au carburant et la flexibilisation du taux de change. Le Président nigérian a également réaffirmé les objectifs de sa feuille de route *Renewed Hope Agenda*, pour stabiliser l'économie, améliorer la sécurité, réduire la corruption, réformer la gouvernance et sortir la population de la pauvreté.

Le Président Tinubu a mis en avant la récente atténuation des pressions inflationnistes et notamment de l'inflation alimentaire, la reprise du secteur pétrolier mais également la réduction du déficit budgétaire (de 5,4% du PIB en 2023 à 3,0% du PIB en 2024, liée aux retraits des subventions au carburant et au change notamment) ou encore la fin de la monétisation de la dette.

La réforme fiscale actuellement déployée par l'administration Tinubu améliorerait les recettes fiscales du pays tout en permettant des initiatives plus ciblées pour venir en soutien des populations les plus vulnérables, notamment à travers l'exonération de TVA des produits et services de base.

Enfin, le Président a réaffirmé son engagement à poursuivre les réformes et à œuvrer pour une croissance inclusive. Il a appelé les Nigériens à la patience, à la solidarité et à la confiance dans la direction que prend le pays, convaincu que les efforts actuels permettront de construire une nation plus forte, prospère et équitable.

Le gouvernement nigérian a soumis au parlement son plan de financement pour 2025/26

[Le gouvernement nigérian a soumis ce mardi au Parlement son plan de financement externe des deux prochaines années pour validation.](#)

Le plan prévoit 21,5 Md USD d'endettement externe supplémentaire en 2025 et 2026, essentiellement auprès des bailleurs de fonds internationaux, alors que le stock de dette externe fin 2024 s'élevait à 45,8 Md USD. La dette multilatérale du Nigeria représentait 49% du stock de dette externe du pays (39% pour la seule Banque mondiale), suivie par la dette souscrite auprès de partenaires bilatéraux (13%) et sur le marché obligataire (38%).

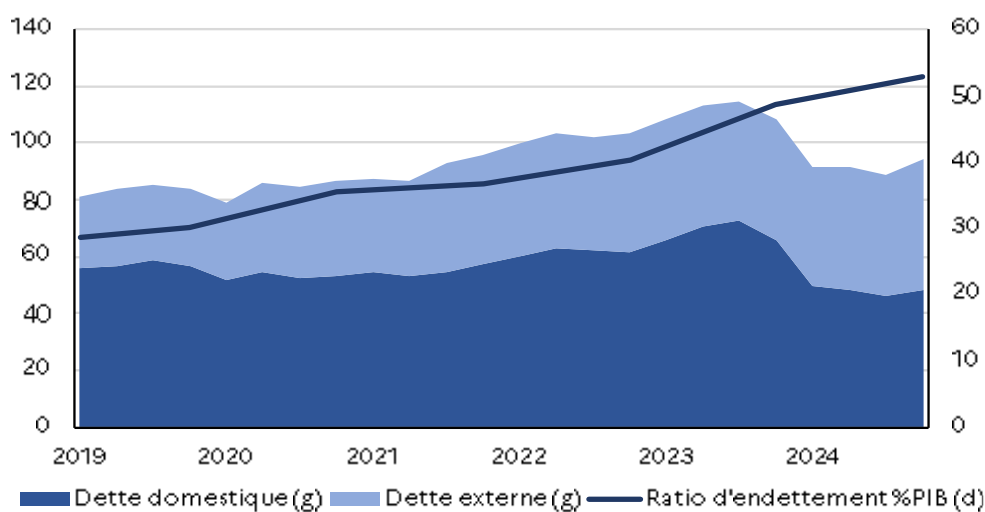
Ces fonds permettront au gouvernement de poursuivre dans son agenda de réformes et de financer des investissements stratégiques, en matière d'infrastructures de transports, de santé et d'énergie ou encore à destination du secteur agricole. Ce plan s'inscrit dans la

stratégie gouvernementale de diversification économique et de développement du secteur privé.

La forte dépréciation du naira entre mai 2023 et décembre 2024 (- 73%) a significativement transformé le profil de dette publique du Nigeria. La dette externe qui ne représentait que 38% de la dette publique en représente désormais 49% et deviendrait majoritaire, jusqu'à 66% à l'horizon 2027 d'après la Banque mondiale.

La trajectoire d'endettement du Nigeria reste soutenable et le risque de défaut « modéré », selon le FMI. Le ratio d'endettement, s'élevant à 53% du PIB en 2024 devrait converger vers 45% du PIB d'ici 2030 (FMI).

Évolution du stock de dette et du ratio d'endettement du Nigeria depuis 2019 en Md USD



Sources : Debt Management Office of Nigeria, FMI

Clef de lecture : la dette domestique (bleu foncé) représentait 48 Md USD soit 51% de l'encours de dette publique total du Nigeria fin 2024, la dette externe (bleu clair) représentait 46 Md USD soit 49% de la dette nigériane qui s'établissait à 53% du PIB (courbe bleue).

L'Union européenne lance la plateforme EUNAP pour soutenir le secteur agro-industriel nigérian

[L'Union européenne \(UE\) a lancé la plateforme EU-Nigeria Agribusiness Platform \(EUNAP\) pour soutenir la transformation du secteur agricole nigérian.](#) La plateforme numérique, financée par l'UE, permettra de mettre en relation producteurs, transformateurs, investisseurs et décideurs nigériens et européens.

EUNAP s'inscrit dans la stratégie européenne de soutien élargi aux efforts du gouvernement nigérian visant à transformer le secteur agricole, lutter contre l'insécurité alimentaire et soutenir une croissance inclusive et durable.

« L'agriculture est centrale dans notre partenariat avec le Nigeria. Le lancement de cette plateforme n'est pas seulement une affaire de technologie ou d'outils, il s'agit de construire des ponts et de rendre l'agro-industrie nigériane compétitive, durable et inclusive à l'échelle mondiale. »

Massimo De Luca, chef de la Coopération au sein de la
Délégation de l'UE au Nigeria

TotalEnergies cède à Shell sa participation dans un important champ pétrolier

TotalEnergies a annoncé la cession de sa participation non opérée de 12,5% dans le champ pétrolier offshore de Bonga, au Nigeria, à Shell pour un montant de 510 M USD. Cette opération permet à Shell, opérateur du champ, de renforcer sa position stratégique, portant désormais sa participation à 67,5%. Le champ de Bonga, en production depuis 2005, affiche une capacité de 225 000 barils par jour, avec un potentiel d'extension visant 110 000 barils supplémentaires par jour d'ici la fin de la décennie. Les autres partenaires du projet sont Esso (20%) et Nigerian Agip Exploration Ltd., filiale d'Eni (12,5%). La finalisation de la transaction est maintenant soumise à l'approbation du régulateur nigérian.

« TotalEnergies continue activement de renforcer la qualité de son portefeuille Amont, pour se concentrer sur des actifs à coûts techniques bas et à faibles émissions, et baisser le point mort cash [...]. Au Nigeria, la Compagnie se concentre sur ses actifs opérés, pétroliers offshore et gaziers, et poursuit actuellement le développement du projet Ubeta destiné à maintenir dans le temps l'approvisionnement en gaz de Nigeria LNG ».

Nicolas Terraz, Directeur général Exploration-Production de
TotalEnergies.

Le Nigeria a mobilisé 630 M USD pour l'exploration minière en 2025

Le ministre des Mines, Dele Alake, a annoncé que le Nigeria a mobilisé environ 630 M USD pour intensifier l'exploration minière en 2025, dans le but de diversifier son économie. Cette enveloppe financera des projets de cartographie géologique, de collecte de données et de formation, en partenariat avec des acteurs internationaux. Des accords récents visent à renforcer la coopération technique et à moderniser les infrastructures du secteur. Le pays, qui possède des ressources minérales estimées à 700 Md USD, cherche à attirer les investissements étrangers en réduisant les risques liés à l'exploration. Malgré ce potentiel, le secteur minier contribue actuellement à moins de 1 % du PIB nigérian. Le gouvernement espère que ces initiatives permettront de stimuler la croissance, de créer des emplois et de réduire la dépendance aux hydrocarbures. Le Nigeria ambitionne ainsi de devenir un acteur majeur dans l'exploitation des ressources minières en Afrique. Il

faudra qu'il parvienne à lever de nombreux obstacles, sécuritaires, financiers et logistiques pour permettre au secteur de se développer.

Ghana

Le cedi ghanéen poursuit sa forte appréciation face au dollar américain et à l'euro

Selon la Banque du Ghana (BoG), le cedi ghanéen a rebondi de façon spectaculaire au cours des cinq premiers mois de 2025, après une dépréciation de 19,2% face au dollar américain en 2024. Entre le 1^{er} janvier et le 21 mai 2025, il s'est apprécié de 24,1% par rapport au dollar américain et de 14,1% par rapport à l'euro. Au 28 mai 2025, le taux du change s'établit à 10,28 GHS/USD et 11,6 GHS/EUR, marquant l'une de ses meilleures performances depuis plusieurs années.

Cette appréciation inattendue s'explique par la combinaison de différents facteurs : politique monétaire restrictive, assainissement budgétaire, hausse des prix de l'or et du cacao, amélioration de la confiance des marchés et accumulation de réserves de change, dépréciation du dollar.

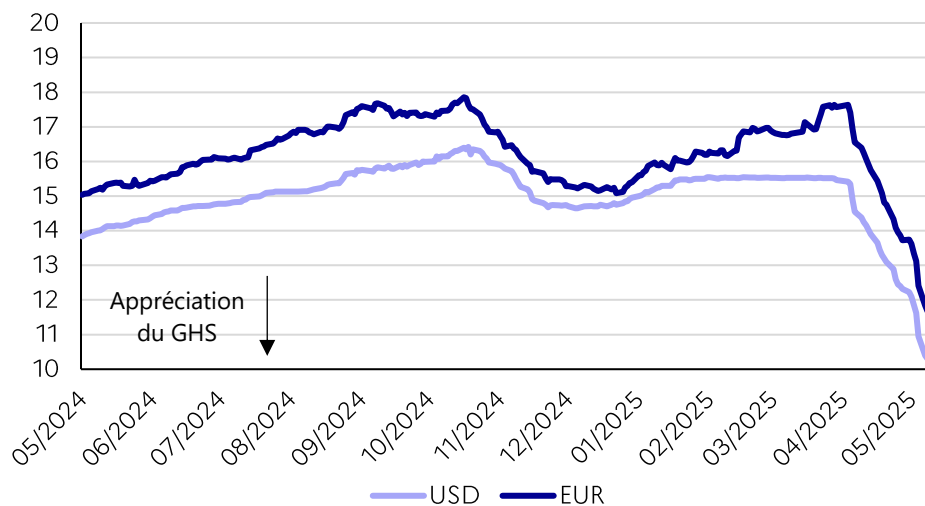
La BoG a également soutenu le cedi via des interventions sur le marché des changes, injectant plus de 492 M USD en avril 2025 pour limiter la volatilité, répondre à la demande de devises et renforcer la confiance des investisseurs. Par ailleurs, l'achèvement du programme d'échange de la dette intérieure a permis de réduire significativement le service de la dette, contribuant à la stabilisation macroéconomique.

Les entrées de devises étrangères ont été fortement soutenues par les exportations d'or, notamment via le nouveau Bureau National de l'Or (GOLDBOD), ainsi que par la reprise des cours du cacao.

Au premier trimestre 2025, la valeur totale des exportations a bondi à 9,3 Md USD. Les exportations d'or ont atteint 5,24 Md USD, soit 56% des exportations totales, contre 2,97 Md USD sur la même période en 2024. Les exportations de cacao se sont élevées à 1,84 Md USD, soit 19,7% du total, en forte hausse par rapport aux 576 M USD enregistrés un an plus tôt.

Cette dynamique a permis une accumulation rapide des réserves internationales, qui s'établissent aujourd'hui à 10,7 Md USD, soit 4,7 mois d'importations, un niveau record depuis le début de la crise financière en 2022.

Taux de change du cedi ghanéen par rapport à l'euro et au dollar américain (GHS par USD/EUR) depuis mai 2024



Source : Banque du Ghana

Clef de lecture : Au 28 mai 2025, le taux de change du cedi ghanéen s'établit à 10,3 GHS/USD (courbe bleu clair) et 11,6 GHS/EUR (courbe bleu foncé), après des pics en novembre 2024 et avril 2025.

La Banque du Ghana maintient son taux directeur à 28% et ajuste le cadre des réserves obligatoires

[À l'issue de sa 124^e réunion, le Comité de politique monétaire de la Banque du Ghana a décidé de maintenir son taux directeur inchangé à 28%, une décision attendue par les analystes et saluée par la presse locale.](#) Cette posture prudente vise à consolider la dynamique de désinflation en cours et de préserver la stabilité macroéconomique, dans un contexte international toujours incertain malgré des signes de reprise. Pour rappel, l'inflation, bien qu'encore élevée, poursuit sa décrue, s'établissant à 21,2% en glissement annuel au mois d'avril 2025. Le gouverneur de la Banque du Ghana, Johnson Asiama, a réaffirmé l'engagement de l'institution à ramener l'inflation vers l'objectif médian de 12%.

Dans le même temps, afin de renforcer sa politique monétaire et resserrer les conditions de liquidité, la Banque centrale a annoncé une réforme du cadre des réserves obligatoires.

À compter du 5 juin 2025, les banques commerciales devront constituer leurs réserves dans la même devise que celle des dépôts collectés, instaurant ainsi une exigence de correspondance monétaire entre les passifs et les réserves. Cette mesure vise à limiter les déséquilibres de liquidité en devises et à renforcer la résilience du secteur bancaire.

Pour les entreprises, ces mesures offrent un cadre stable et prévisible, essentiel pour planifier leurs investissements et gérer leurs coûts dans un contexte économique encore incertain.

La prochaine décision de politique monétaire sera rendue publique le 25 juillet 2025.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique d'Abuja

tom.giudice@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER d'Abuja, Antenne à Lagos, SE d'Accra

Abonnez-vous : tom.giudice@dgtresor.gouv.fr